

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(92)2153

Vol. 1992/0105

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 11 novembre 1992

RESTREINT

NOTE POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

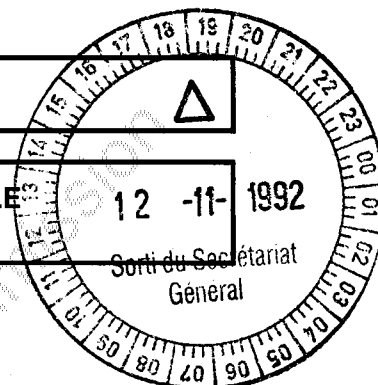
PROCEDURE ECRITE

E/1739/92

N O R M A L E

Délai : MERCREDI 18 NOVEMBRE 1992 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL ou à Mlle R. DOYLE
bureau BREY. 13/12, tél. 52362/52984 (secrét. 52363)



Objet : Art. 56/CECA
- FIAT/PSA (prêt n° 607)

Proposition de M. MILLAN, en accord avec M. CHRISTOPHERSEN
MM. BANGEMAN, VAN MIERT et Mme PAPANDREOU

Décision proposée :

- approuver le projet de décision, sous réserve de l'avis conforme du Conseil, d'octroi d'un prêt de 2.390 mio FF ou équivalent (env. 343,276 MioECU) en faveur de deux GEIE détenus à parité par les groupes FIAT et PSA, dans les conditions décrites dans le projet de communication au Conseil ci-joint et conformément aux règles opérationnelles ainsi qu'aux procédures de coordination avec les Fonds structurels;
- ne pas publier au JOCE.

Commentaire :

Le prêt est destiné à la construction d'une usine pour la production de véhicules légers.

D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. LANDABURU, PERISSICH, SMIDT, CIOFFI, O'DWYER, EHLERMANN,
BRINKHORST, MANIATOPOULOS, MINGASSON, de MOOR, DEWOST

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s)

XVI /D/2 Politiques Régionales
III Marché Intérieur et Affaires Industrielles
V Emploi, Relations Industrielles et Affaires Sociales
XVIII Crédits et Investissements
XXII Coordination des Politiques Structurelles

Service(s) associé(s)

- pour accord -

IV	Concurrence	: Accord
XI	Environnement, Sécurité Nucléaire et Protection Civile	: Accord
XVII	Energie	: Accord
XIX	Budgets	: Accord
XX	Contrôle Financier	: Accord

- pour avis -

SJ Service Juridique : Avis favorable

Langue originale : FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BREY 13/17) pour consultation dans les langues officielles.

NOTE EXPLICATIVE

Objet: Demande de prêt de reconversion Art. 56 du traité CECA, n° 607 PEUGEOT S.A., pour deux groupements Européens d'intérêt économique (GEIE) détenus à parité par les groupes FIAT et PSA.

Conformément à la décision de la Commission du 7 octobre dernier (SEC(92)1826/3), la demande de prêt en objet, reçue avant la date de publication des procédures de coordination des prêts de reconversion CECA avec les Fonds structurels (JO C 59 du 6.3.92), fait partie des "demandes prioritaires".

En accord avec la Direction Générale de la Concurrence, il est proposé à la Commission d'approuver le prêt demandé, avec une "clause suspensive" en ce qui concerne la bonification d'intérêt. Cette clause suspensive précise que l'octroi de la bonification est conditionné par le règlement des questions posées par la Commission en matière d'aides nationales apportées au projet. Le versement du prêt lui-même pourra être effectué sans délai (lorsque la Commission et le Conseil l'auront approuvé, et que le contrat sera signé).

La présente décision n'a donc pas d'implication budgétaire à ce stade. L'engagement des crédits pour la bonification d'intérêt en faveur de ce prêt fera l'objet d'une décision ultérieure de la Commission.

DOCUMENT INTERNE

Communication de MM. MILLAN, VAN MIERT, Mme PAPANDREOU,
M. CHRISTOPHERSEN et M. BANGEMANN aux Membres de la Commission

Objet: Demande d'octroi d'un prêt direct de reconversion N° 607, au titre des dispositions de l'article 56 du Traité CECA.

Il est proposé à la Commission de décider, sous réserve de l'avis conforme du Conseil, l'octroi d'un prêt de 2390 Mio FF ou équivalent (env. 343,276 MECU), en faveur de deux GEIE détenus à parité par les groupes FIAT et PSA, dans les conditions décrites dans le projet de communication au Conseil ci-joint, conformément aux règles opérationnelles (JO C 188 du 28.7.1990) et aux procédures de coordination avec les Fonds structurels (JO C 59 du 6.3.1992).

Bénéficiaire : 2 Groupements Européens d'Intérêt Economique (GEIE), détenus à parité par les groupes FIAT et PSA

Prêt : 2390 Mio FF, ou équivalent environ 343,276 Mio ECU (date de conversion février 1992)

Partie du prêt éligible à l'octroi de bonification d'intérêt : 39,120 Mio ECU (20.000 ECU x 1956 emplois)

Bonification d'intérêt : En principe 2 points pendant 5 ans. L'octroi de la bonification est conditionné par le règlement des questions posées par la Commission et le Conseil en matière d'aides nationales au projet.

Coût budgétaire maximal : En principe 3,912 Mio ECU, dont 0 Mio ECU à imputer à la présente décision. La mise à disposition des crédits se fera à partir des enveloppes régionales, en conformité avec les procédures de coordination avec les Fonds structurels (JO C 59 du 06.03.1992).

Demande officielle : 13.01.1992

Avis des services : Accord des services représentés au sein du Groupe technique du Groupe Interservice de Coordination des Instruments Structurels.

Avis du Comité de suivi du CCA de la région concernée : Le Comité de suivi du CCA du Nord-Pas-de-Calais a donné le 7 avril 1992 un avis favorable sur cette demande de prêt.

La Direction Générale Crédit et Investissements est autorisée à exécuter la présente décision.

DOCUMENT INTERNE

COMMUNICATION AU CONSEIL

Objet: Demande d'avis conforme pour l'octroi d'un prêt de reconversion N° 607, au titre des dispositions de l'article 56, 2a) du Traité CECA.

I. LA SOCIETE

Demandeur : Peugeot S.A., France pour le compte des deux GEIE désignés ci-dessous

Siège : 75 Avenue de la Grande-Armée
75116 Paris

Société-mère :

Bénéficiaire: : Deux Groupements Européens d'Intérêt Economique (GEIE), l'un pour l'immobilier, l'autre pour le matériel industriel, détenus à parité par les groupes FIAT et PSA. Ces deux GEIE prendront en charge l'ensemble des investissements nécessaires au projet. Le bénéficiaire final (qui assurera la production des véhicules lorsque le projet sera terminé) est SEVELNORD (Société européenne de Véhicules Légers du Nord, 75 Ave. de la Grande Armée, 75116 Paris) également filiale détenue à parité par les groupes FIAT et PSA.

Champ d'activité du bénéficiaire final : Production et distribution de véhicules automobiles

II. LE PROJET

Description : Construction d'une usine pour la production de nouveaux véhicules légers. Les investissements concernent l'ensemble des moyens immobiliers et industriels nécessaires à la production en série de ces véhicules. L'usine sera construite à partie de l'ensemble existant (terrains et batiments) sur le site de Valenciennes-Hourdain, qui a fait l'objet d'un apport de la Société Automobiles Peugeot à Sevelnord.

<u>Coût</u> (en Mio de FF)	:	1992-1994	Total
		-----	('90-98) -----
Bâtiments		1051	1294
Machines et équipement		3730	4866
Autres		-----	-----
Total		4781	6160

(environ 686,695 Mio ECU pour 1992-1994, environ 884,761 Mio ECU sur l'ensemble de la période)

Calendrier : 1992-1994 en ce qui concerne les investissements retenus pour le prêt.

III. RESPECT DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES

Concurrence : La conformité avec les règles de concurrence a été vérifiée.

Secteur sensibles ou en crise : Le projet ne concerne pas ces secteurs.

Environnement : Mesures de protection de l'environnement conformes aux règlements en vigueur.

IV. LA REGION

Localisation : Valenciennes-Hourdain, département du Nord, Région Nord-Pas-de-Calais

Taux de chômage
(moyenne 1988-1990) : Département du Nord = 12,4%
France = 9,2%

L'industrie CECA a été l'une des principales sources d'emploi dans la région.

V. COORDINATION AVEC LES FONDS STRUCTURELS

Région éligible à
l'intervention du FEDER: Oui

Avis du Comité de suivi du
Cadre communautaire d'appui
de la région visée : Le Comité de suivi du CCA du Nord-Pas-de-Calais a donné le 7 avril 1992 un avis favorable sur cette demande de prêt.

VI. CONFORMITE AVEC L'ARTICLE 56 DU TRAITE CECA

Travailleurs CECA rendus
disponibles dans la région
concernée par le projet: 43156 (1978 - 1988)

Emplois à créer : 2935 au cours de la période 1992-1994
par le projet

Formation : une formation adéquate sera donnée par l'entreprise (un budget de 180 millions de FF est prévu au cours de la période de démarrage).

La Commission estime que la demande répond aux conditions de l'article 56,2 a) du Traité CECA et que les nouveaux postes de travail créés par le projet sont susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre CECA rendue disponible.

VII PRET DE RECONVERSION

Prêt demandé : 3080 Millions de FF

Prêt à octroyer : La Commission a approuvé un prêt de 2390 Millions de FF (environ 343,276 Mio ECU, date de conversion: février 1992) ou équivalent, à l'entreprise mentionnée ci-dessus.

Nombre d'emplois sur lequel la bonification d'intérêts est basée : 1956

Montant éligible à l'octroi de bonification d'intérêt : 39,120 Mio ECU

Bonification d'intérêt : En principe 2 points pendant 5 ans

Coût budgétaire maximal: En principe 3,912 Mio ECU, dont 0 Mio ECU à imputer par la présente décision. La mise à disposition des crédits se fera à partir des enveloppes régionales, en conformité avec les procédures de coordination avec les Fonds structurels (JO C 59 du 06.03.1992).

VIII. AVIS CONFORME DU CONSEIL

La Commission demande l'avis conforme du Conseil sur cette décision.

ERLÄUTERUNG

Betreff: Antrag auf Gewährung eines Globaldarlehens nach Artikel 56 des EGKS-Vertrags, Nr. 607 Peugeot S.A., für zwei europäische wirtschaftliche Interessenvereinigungen (EWIV), die zu gleichen Teilen dem FIAT und dem PSA-Konzern gehören.

Gemäß der Entscheidung der Kommission vom 7. Oktober 1992 (SEC (92) 1826/3) ist der Antrag des im Betreff genannten Darlehens ein "prioritärer Antrag", da er vor dem Datum der Veröffentlichung der Modalitäten zur Koordinierung der EGKS-Umstellungsdarlehen mit den Strukturfonds (ABL Nr. C 59 vom 6.3.1992) eingegangen ist.

In Einvernehmen mit der Generaldirektion für Wettbewerb wird der Kommission vorgeschlagen, das Darlehen mit einem Vorbehalt hinsichtlich der Zinszuschüsse zu genehmigen. Dieser Vorbehalt besagt, daß Zinszuschüsse nur dann gewährt werden, wenn alle Fragen betreffend die nationalen Beihilfen zu dieser Investition von der Kommission geklärt werden. Das Darlehen selbst kann unverzüglich ausgezahlt werden (nach der Entscheidung der Kommission, der Zustimmung des Rates und der Unterschrift des Vertrags).

Die vorliegende Entscheidung hat deswegen zum gegenwärtigen Zeitpunkt keine haushaltsmässigen Auswirkungen. Die Mittelbindung für die Zinsvergünstigungen zugunsten dieses Darlehens erfolgt durch eine weitere Kommissionentscheidung.

Mitteilung der Herren MILLAN, VAN MIERT, CHRISTOPHERSEN, BANGEMANN
und von Frau PAPANDREOU an die Mitglieder der Kommission

Betrifft: Antrag auf Gewährung eines Umstellungsdarlehens (Nr. 607) nach
Artikel 56 Absatz 2 Buchstabe a) des EGKS-Vertrags

Der Kommission wird vorgeschlagen, folgendes zu beschließen: Vorbehaltlich der Zustimmung des Rates wird unter den im beigefügten Entwurf der Mitteilung an den Rat beschriebenen Bedingungen und gemäß den operationellen Regeln (ABl.Nr. C 188 vom 28.07.1990) und den Modalitäten zur Koordinierung mit den Strukturfondsprogrammen (ABl. Nr C 59 vom 06.03.1992) ein Darlehen von 2390 Mio FF oder Gegenwert ($\pm$ 343,276 Mio. ECU) an zwei europäische wirtschaftliche Interessenvereinigungen (EWIV), die zu gleichen Teilen dem FIAT- und dem PSA-Konzern gehören, gewährt.

Antragsteller: Peugeot S.A., Frankreich, für Rechnung der
beiden unten genannten EWIV

Darlehen: 2390 Mio FF oder Gegenwert $\pm$ 343,276 Mio.
ECU (Zeitpunkt der Umrechnung Februar 1992)

Für die Gewährung von
Zinszuschüssen in Frage
kommender Betrag: 39,120 Mio. ECU (20.000 ECU x 1956 Arbeits-
plätze)

Zinszuschuß: Grundsätzlich 2 Prozentpunkte während einer
Dauer von fünf Jahren. Zinszuschüsse werden
nur dann gewährt, wenn alle Fragen
betreffend die nationalen Beihilfen zu
dieser Investition von der Kommission
geklärt werden.

Maximal-Haushaltskosten: Grundsätzlich 3,912 Mio. ECU, davon 0 Mio.
ECU, die aufgrund dieser Entscheidung im
Haushalt zu verbuchen sind. Die Kredite
werden aus den regionalen Zuteilungen in
Übereinstimmung mit den
Koordinationsverfahren der Struktur-fonds
zur Verfügung gestellt (ABL Nr. C 59 vom
06.03.1992).

Offizieller Antrag: 13.01.1992

Stellungnahme der
Dienststellen: Zustimmung der in der technischen Gruppe der
interdirektionalen Koordinierungsgruppe der
Strukturinstrumente vertretenen Dienst-
stellen

GFK*-Begleitausschuß
der Region: Der GFK-Begleitausschuß für Nord-Pas-de-
Calais gab am 7. April 1992 eine befürwor-
tende Stellungnahme zu diesem Darlehen ab.

Die Generaldirektion Kredit und Investitionen wird ermächtigt, diesen
Beschuß durchzuführen.

* Gemeinschaftliches Förderkonzept

NUR FÜR DEN DIENSTGEBRAUCH

MITTEILUNG AN DEN RAT

Betrifft: Antrag auf Zustimmung zur Gewährung eines Umstellungsdarlehens
(Nr. 607) nach Artikel 56 Absatz 2 Buchstabe a) des EGKS-
Vertrags

I. UNTERNEHMEN

Antragsteller:

Peugeot S.A., Frankreich, für
Rechnung der beiden unten genannten
EWIV

Sitz:

75, av. de la Grande Armée
75116 Paris

Darlehensempfänger:

Zwei europäische wirtschaftliche
Interessenvereinigungen (EWIV), die
im Immobiliensektor bzw. im Sektor
industrielle Ausrüstung tätig sind
und zu gleichen Teilen dem FIAT- und
dem PSA-Konzern gehören. Die beiden
EWIV übernehmen alle für das
Vorhaben erforderlichen
Investitionen. Endbegünstigter ist
SEVELNORD (Société européenne de
Véhicules Légers du Nord, 75 Av. de
la Grande Armée, 75116 Paris), eine
Tochtergesellschaft, die ebenfalls
zu gleichen Teilen dem FIAT- und dem
PSA-Konzern gehört. Sie übernimmt
nach Abschluß des Vorhabens den
Fahrzeugbau.

Tätigkeitsbereich
des Endbegünstigten:

Herstellung und Vertrieb von
Kraftfahrzeugen

II. DAS VORHABEN

Beschreibung:

Bau einer Fabrik für die Herstellung neuer Leichtfahrzeuge. Die Investitionen betreffen alle zur Serienfertigung dieser Fahrzeuge erforderlichen Immobilien und Industrieanlagen. Beim Bau der Fabrik wird der bereits vorhandene Komplex (Boden und Gebäude) auf dem Gelände in Valenciennes-Hourdain genutzt, das von der Société Automobiles Peugeot in die Sevelnord eingebracht wurde.

<u>Kosten:</u> (MIO FF)	1992-1994	Insgesamt ('90-98)
Gebäude	1051	1294
Technische Anlagen und Maschinen	3730	4866
INSGESAMT	4781	6160

(rund 686,695 Mio. ECU im Zeitraum 1992-1994, rund 884,761 Mio. ECU über den gesamten Zeitraum)

Durchführungszeitplan:

1992-1994 für die über das Darlehen finanzierten Investitionen.

III. ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEN GEMEINSCHAFTSPOLITIKEN

Wettbewerb:

Die Einhaltung der Wettbewerbsregeln wurde überprüft.

Empfindliche oder in der Krise befindliche Sektoren:

Das Vorhaben betrifft keinen derartigen Sektor.

Umwelt:

Die Umweltschutzmaßnahmen entsprechen den geltenden Verordnungen.

IV. DIE REGION

Standort: Valenciennes-Hourdain, département du Nord,
Région Nord-Pas-de-Calais

Arbeitslosenquote: Département du Nord: 12,4%
(Durchschnitt 1988-1990) France: 9,2%

Die EGKS-Industrie war einer der wichtigsten Arbeitgeber in der Region.

V. KOORDINIERUNG MIT DEN STRUKTURFONDS

Förderungswürdige
Region im Rahmen
des EFRE: ja

GFK(*)-Begleitausschuß
der Region: Der GFK-Begleitausschuß für Nord-Pas-de-Calais gab am 7. April 1992 eine befürwortende Stellungnahme zu diesem Darlehen.

VI. ÜBEREINSTIMMUNG MIT ARTIKEL 56 ABSATZ 2 BUCHSTABE a) DES EGKS- VERTRAGES

Freigesetzte EGKS-Arbeitnehmer
in der betreffenden Region: 43156 (1978-1988)

Neue Arbeitsplätze aufgrund

des Vorhabens: 2935 im Laufe des Zeitraums 1992-1994

Ausbildung: Das Unternehmen sorgt für eine geeignete Ausbildung (in der Anfangsphase sind hierfür 180 Mio FF vorgesehen).

Nach Ansicht der Kommission entspricht der Antrag den Bedingungen von Artikel 56 Absatz 2 Buchstabe a) des EGKS-Vertrags, und die neu zu schaffenden Arbeitsplätze im Rahmen des Vorhabens sind geeignet, freigesetzte EGKS-Arbeitnehmer wieder produktiv zu beschäftigen.

(*) Gemeinschaftliches Förderkonzept

VII. UMSTELLUNGSDARLEHEN

Beantragtes Darlehen

3080 Mio FF

Zu gewährendes Darlehen:

Die Kommission hat ein Darlehen in Höhe von 2390 Mio. FF ($\pm$ 343,276 Mio. ECU - Zeitpunkt der Umrechnung: Februar 1992) oder Gegenwert zugunsten des obengenannten Unternehmens genehmigt.

Zahl der Arbeitsplätze, auf die sich die Gewährung des Zinszuschusses stützt:

1956 Arbeitsplätze

Für die Gewährung des Zinszu- schusses in Frage kommender Betrag:

39,120 Mio. ECU

Zinszuschuß:

Grundsätzlich 2 Prozentpunkte während einer Dauer von fünf Jahren

Maximal-Haushaltskosten:

Grundsätzlich 3,912 Mio. ECU, davon 0 Mio. ECU, die aufgrund dieser Entscheidung im Haushalt zu verbuchen sind. Die Kredite werden aus den regionalen Zuteilungen in Übereinstimmung mit den Koordinationsverfahren der Strukturfonds zur Verfügung gestellt (ABL. Nr. C 59 vom 06.03.1992).

VIII ZUSTIMMUNG DES RATES:

Die Kommission bittet den Rat um Zustimmung zu diesem Beschluß.

EXPLANATORY NOTE

Subject: Application for ECSC conversion loan Art. 56 of the ECSC treaty, No 607 PEUGEOT S.A., for two European Economic Interest Groups (EEIGs) both controlled equally by FIAT and PSA.

As decided by the Commission on 7 October 1992 (SEC(92)1826/3), the above mentioned application, which was received before the date of publication of the procedures for coordinating ECSC conversion loans with the Structural funds (OJ No C 59 of 6.3.92), is a "priority application".

In agreement with the Directorate-General for Competition, it is proposed that the Commission approve this loan, with a suspensive clause concerning the interest rebate. This suspensive clause specifies that the interest rebate will only be granted once the Commission is satisfied on questions concerning national aid to the project. The payment of the loan itself could be made without delay (as soon as the Commission and the Council approve the loan, and the contract is signed).

The current decision has therefore no budgetary implication at this stage. The commitment of credits for interest rebate on this loan will be made in a later Commission decision.

6

Memorandum from Mr Millan, Mr Van Miert, Miss Papandreou,
Mr Christophersen and Mr. Bangemann to the Members of the Commission

Subject: Application for direct conversion loan No 607 pursuant to Article 56 of the ECSC Treaty

The Commission is requested to decide, subject to the assent of the Council, to grant a loan of 2,390 Mio FF or equivalent (about ECU 343.276 million) to two EEIGS both controlled equally by FIAT and PSA, on the conditions set out in the attached draft communication from the Commission to the Council, the operational rules (OJ No C 188 of 28.07.1990) and the coordination procedure with Structural funds (OJ No C 59 of 06.03.1992).

Beneficiary : Two EEIG's both controlled equally by FIAT and PSA

Loan : 2,390 Mio FF, or equivalent
about ECU 343.276 million
(conversion date February 1992)

Amount eligible for : ECU 39.120 million
interest rebate (ECU 20 000 x 1956 jobs)

Interest rebate : In principle 2 percentage points for five years. The interest rebate will only be granted once the Commission is satisfied on questions concerning national aid to the project.

Maximal Budgetary cost : In principle ECU 3.912 million, of which ECU 0 million is to be charged under this decision. Credits will be made available from the regional appropriations, in accordance with the coordination procedures with the Structural funds of 19 February 1992 (OJ C 59 of 6.3.1992).

Official application : 13.01.1992

Opinion of departments : Agreement of the departments represented in the Technical Group of the Interdepartmental Group for the Coordination of Structural Instruments.

Opinion of the CSF
Monitoring Committee of the
region concerned : The CSF Monitoring Committee of Nord-
Pas-de-Calais gave on 7 April 1992 a
favourable opinion on this loan.

The Directorate-General for Credit and Investments is authorized to implement this decision.

FOR OFFICIAL USE ONLY

COMMUNICATION TO THE COUNCIL

Subject: Request for assent, pursuant to Article 56, 2a) of the ECSC Treaty, to the granting of conversion loan No 607

I. COMPANY

Applicant : Peugeot S.A. France, on behalf of two EEIG's mentioned below.

Registered Office : 75 avenue de la Grande Armée
75116 PARIS

Parent company :

Beneficiary : Two European Economic Interest Groups (EEIGs), one real estate and the other industrial equipment, both controlled equally by FIAT and PSA. These two EEIGs will take responsibility for all the required investments in the project. The ultimate beneficiary (who will undertake actual production of the vehicles on completion of the project) is Sevelnord (Société européenne de véhicules légers du Nord, 75 avenue de la Grande Armée, 75116 Paris) which is also a subsidiary company of both FIAT and PSA, which have equal share ownership.

Field of activity of the beneficiary : Production and distribution of motor vehicles.

II. THE PROJECT

Description

: Construction of a factory for the production of new lightweight vehicles. The investment covers the fixed capital and equipment needed for the mass production of these vehicles. The factory will be built using existing facilities (land and buildings) on the site at Valenciennes-Hourdain brought in by Peugeot motors for Sevelnord.

Cost (Mio FF)

	1992-1994	Total 90-98
Buildings)	1,051	1,294
Plant and machinery	3,730	4,866
Other		
	-----	-----
Total	4,781	6,160

(approximately ECU 686.695 million for 1992-1994, approximately ECU 884.761 million over the whole period)

Schedule

: 1992 - 1994 as regards capital for the loan.

III. COMPLIANCE WITH COMMUNITY POLICIES

Competition

: Compliance with the competition rules has been checked

Sensitive sectors or sectors in crisis

: The project does not affect such sectors.

Environment

: Environmental protection measures comply with the Regulations in force.

IV. THE REGION

Location : Valenciennes, Hordain, département du Nord, région Nord-Pas-de-Calais

Unemployment rate : Département du Nord: 12.4%
(average 1988-1990) France: 9.2%

ECSC industry has been the main employer in the area.

V. COORDINATION WITH THE STRUCTURAL FUNDS

Region eligible for
ERDF assistance : Yes

Opinion of the CSF(*)
Monitoring Committee of
the region concerned : The CSF Monitoring Committee of Nord-Pas-de-Calais gave on 7 April 1992 a favourable opinion on this loan.

VI. CONFORMITY WITH ARTICLE 56(2)(a) OF THE ECSC TREATY

ECSC redundancies in : 43,156 (1978-1988)
project area

Jobs to be created : 2,935 during 1992 - 1994
by the project

Training : The company will provide adequate training (a budget of FF 180 million available to start the project).

The Commission considers that the application complies with Article 56(2)(a) of the ECSC Treaty and that the new jobs to be created by the project are capable of absorbing redundant ECSC workers into productive employment.

(*) Community Support Framework

VII. CONVERSION LOAN

<u>Loan applied for</u>	: 3,080 Mio FF
<u>Loan to be granted</u>	: The Commission has approved a loan of 2,390 million FF about ECU 343.276 million, (conversion date: February 1992) or equivalent to the above company
<u>Job basis of interest rebate</u>	: 1956
<u>Amount eligible for interest rebate</u>	: ECU 39.120 million
<u>Interest rebate</u>	: In principle 2 percentage points for five years
<u>Maximal Budgetary cost</u>	: In principle ECU 3.912 million, of which ECU 0 million is to be charged under this decision. Credits will be made available from the regional appropriations, in accordance with the coordination procedures with the Structural funds (OJ C 59 of 6.3.1992).

VIII. COUNCIL ASSENT

The Commission requests the Council to give its assent to the foregoing decision.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

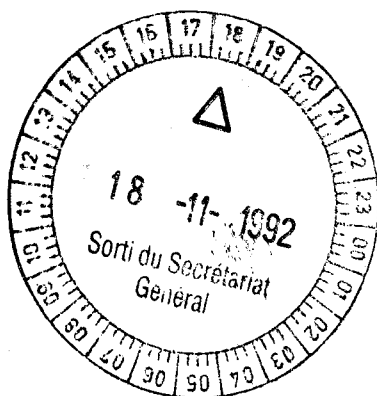
SEC(92) 2153 final

Bruxelles, le 18 novembre 1992

RESTREINT

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL

Demande d'avis conforme pour l'octroi d'un prêt de reconversion
N° 607, au titre des dispositions de l'article 56, 2a) du
Traité CECA.



COMMUNICATION AU CONSEIL

Objet: Demande d'avis conforme pour l'octroi d'un prêt de reconversion N° 607, au titre des dispositions de l'article 56, 2a) du Traité CECA.

I. LA SOCIETE

Demandeur : Peugeot S.A., France pour le compte des deux GEIE désignés ci-dessous

Siège : 75 Avenue de la Grande-Armée
75116 Paris

Société-mère :

Bénéficiaire: : Deux Groupements Européens d'Intérêt Economique (GEIE), l'un pour l'immobilier, l'autre pour le matériel industriel, détenus à parité par les groupes FIAT et PSA. Ces deux GEIE prendront en charge l'ensemble des investissements nécessaires au projet. Le bénéficiaire final (qui assurera la production des véhicules lorsque le projet sera terminé) est SEVELNORD (Société européenne de Véhicules Légers du Nord, 75 Ave. de la Grande Armée, 75116 Paris) également filiale détenue à parité par les groupes FIAT et PSA.

Champ d'activité du bénéficiaire final : Production et distribution de véhicules automobiles

II. LE PROJET

Description : Construction d'une usine pour la production de nouveaux véhicules légers. Les investissements concernent l'ensemble des moyens immobiliers et industriels nécessaires à la production en série de ces véhicules. L'usine sera construite à partie de l'ensemble existant (terrains et bâtiments) sur le site de Valenciennes-Hourdain, qui a fait l'objet d'un apport de la Société Automobiles Peugeot à Sevelnord.

<u>Coût</u> (en Mio de FF)		
	1992-1994	Total ('90-98)
	-----	-----
Bâtiments	1051	1294
Machines et équipement	3730	4866
Autres		
	-----	-----
Total	4781	6160

(environ 686,695 Mio ECU pour 1992-1994, environ 884,761 Mio ECU sur l'ensemble de la période)

Calendrier : 1992-1994 en ce qui concerne les investissements retenus pour le prêt.

III. RESPECT DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES

Concurrence : La conformité avec les règles de concurrence a été vérifiée.

Secteur sensibles ou en crise : Le projet ne concerne pas ces secteurs.

Environnement : Mesures de protection de l'environnement conformes aux règlements en vigueur.

IV. LA REGION

Localisation : Valenciennes-Hourdain, département du Nord, Région Nord-Pas-de-Calais

Taux de chômage
(moyenne 1988-1990) : Département du Nord = 12,4%
France = 9,2%

L'industrie CECA a été l'une des principales sources d'emploi dans la région.

V. COORDINATION AVEC LES FONDS STRUCTURELS

Région éligible à
l'intervention du FEDER: Oui

Avis du Comité de suivi du
Cadre communautaire d'appui
de la région visée : Le Comité de suivi du CCA du Nord-Pas-de-Calais a donné le 7 avril 1992 un avis favorable sur cette demande de prêt.

VI. CONFORMITE AVEC L'ARTICLE 56 DU TRAITE CECA

Travailleurs CECA rendus
disponibles dans la région
concernée par le projet: 43156 (1978 - 1988)

Emplois à créer : 2935 au cours de la période 1992-1994
par le projet

Formation : une formation adéquate sera donnée par l'entreprise (un budget de 180 millions de FF est prévu au cours de la période de démarrage).

La Commission estime que la demande répond aux conditions de l'article 56,2 a) du Traité CECA et que les nouveaux postes de travail créés par le projet sont susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre CECA rendue disponible.

VII PRET DE RECONVERSION

- Prêt demandé : 3080 Millions de FF
- Prêt à octroyer : La Commission a approuvé un prêt de 2390 Millions de FF (environ 343,276 Mio ECU, date de conversion: février 1992) ou équivalent, à l'entreprise mentionnée ci-dessus.
- Nombre d'emplois sur lequel la bonification d'intérêts est basée : 1956
- Montant éligible à l'octroi de bonification d'intérêt : 39,120 Mio ECU
- Bonification d'intérêt : En principe 2 points pendant 5 ans
- Coût budgétaire maximal: En principe 3,912 Mio ECU, dont 0 Mio ECU à imputer par la présente décision. La mise à disposition des crédits se fera à partir des enveloppes régionales, en conformité avec les procédures de coordination avec les Fonds structurels (JO C 59 du 06.03.1992).

VIII. AVIS CONFORME DU CONSEIL

La Commission demande l'avis conforme du Conseil sur cette décision.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

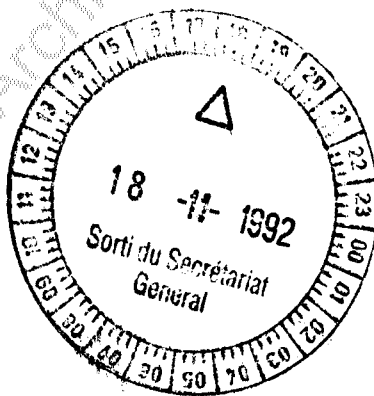
SEK(92) 2153 endg.

Brüssel, den 18. November 1992

EINGESCHRÄNKTE VERTEILUNG

MITTEILUNG DER KOMMISSION AN DEN RAT

Antrag auf Zustimmung zur Gewährung eines Umstellungsdarlehens
(Nr. 607) nach Artikel 56 Absatz 2 Buchstabe a) des EGKS-
Vertrags



MITTEILUNG AN DEN RAT

Betrifft: Antrag auf Zustimmung zur Gewährung eines Umstellungsdarlehens
(Nr. 607) nach Artikel 56 Absatz 2 Buchstabe a) des EGKS-
Vertrags

I. UNTERNEHMEN

Antragsteller:

Peugeot S.A., Frankreich, für
Rechnung der beiden unten genannten
EWIV

Sitz:

75, av. de la Grande Armée
75116 Paris

Darlehensempfänger:

Zwei europäische wirtschaftliche
Interessenvereinigungen (EWIV), die
im Immobiliensektor bzw. im Sektor
industrielle Ausrüstung tätig sind
und zu gleichen Teilen dem FIAT- und
dem PSA-Konzern gehören. Die beiden
EWIV übernehmen alle für das
Vorhaben erforderlichen
Investitionen. Endbegünstigter ist
SEVELNORD (Société européenne de
Véhicules Légers du Nord, 75 Av. de
la Grande Armée, 75116 Paris), eine
Tochtergesellschaft, die ebenfalls
zu gleichen Teilen dem FIAT- und dem
PSA-Konzern gehört. Sie übernimmt
nach Abschluß des Vorhabens den
Fahrzeugbau.

Tätigkeitsbereich
des Endbegünstigten:

Herstellung und Vertrieb von
Kraftfahrzeugen

II. DAS VORHABEN

Beschreibung:

Bau einer Fabrik für die Herstellung neuer Leichtfahrzeuge. Die Investitionen betreffen alle zur Serienfertigung dieser Fahrzeuge erforderlichen Immobilien und Industrieanlagen. Beim Bau der Fabrik wird der bereits vorhandene Komplex (Boden und Gebäude) auf dem Gelände in Valenciennes-Hourdain genutzt, das von der Société Automobiles Peugeot in die Sevelnord eingebracht wurde.

Kosten: (MIO FF)

1992-1994

Insgesamt
(1990-98)

Gebäude
Technische Anlagen
und Maschinen

1051

3730

1294

4866

INSGESAMT

4781

6160

(rund 686,695 Mio. ECU im Zeitraum 1992-1994, rund 884,761 Mio. ECU über den gesamten Zeitraum)

Durchführungszeitplan:

1992-1994 für die über das Darlehen finanzierten Investitionen.

III. ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEN GEMEINSCHAFTSPOLITIKEN

Wettbewerb:

Die Einhaltung der Wettbewerbsregeln wurde überprüft.

Empfindliche oder in der Krise befindliche Sektoren:

Das Vorhaben betrifft keinen derartigen Sektor.

Umwelt:

Die Umweltschutzmaßnahmen entsprechen den geltenden Verordnungen.

IV. DIE REGION

Standort: Valenciennes-Hourdain, département du Nord,
Région Nord-Pas-de-Calais

Arbeitslosenquote: Département du Nord: 12,4%
(Durchschnitt 1988-1990) France: 9,2%

Die EGKS-Industrie war einer der wichtigsten Arbeitgeber in der Region.

V. KOORDINIERUNG MIT DEN STRUKTURFONDS

Förderungswürdige
Region im Rahmen
des EFRE: ja

GFK(*)-Begleitausschuß
der Region: Der GFK-Begleitausschuß für Nord-Pas-de-Calais gab am 7. April 1992 eine befürwortende Stellungnahme zu diesem Darlehen.

VI. ÜBEREINSTIMMUNG MIT ARTIKEL 56 ABSATZ 2 BUCHSTABE a) DES EGKS- VERTRAGES

Freigesetzte EGKS-Arbeitnehmer
in der betreffenden Region: 43156 (1978-1988)

Neue Arbeitsplätze aufgrund

des Vorhabens: 2935 im Laufe des Zeitraums 1992-1994

Ausbildung: Das Unternehmen sorgt für eine geeignete Ausbildung (in der Anfangsphase sind hierfür 180 Mio FF vorgesehen).

Nach Ansicht der Kommission entspricht der Antrag den Bedingungen von Artikel 56 Absatz 2 Buchstabe a) des EGKS-Vertrags, und die neu zu schaffenden Arbeitsplätze im Rahmen des Vorhabens sind geeignet, freigesetzte EGKS-Arbeitnehmer wieder produktiv zu beschäftigen.

(*) Gemeinschaftliches Förderkonzept

VII. UMSTELLUNGSDARLEHEN

Beantragtes Darlehen

3080 Mio FF

Zu gewährendes Darlehen:

Die Kommission hat ein Darlehen in Höhe von 2390 Mio. FF ($\pm$ 343,276 Mio. ECU - Zeitpunkt der Umrechnung: Februar 1992) oder Gegenwert zugunsten des obengenannten Unternehmens genehmigt.

Zahl der Arbeitsplätze, auf die sich die Gewährung des Zinszuschusses stützt:

1956 Arbeitsplätze

Für die Gewährung des Zinszu- schusses in Frage kommender Betrag:

39,120 Mio. ECU

Zinszuschuß:

Grundsätzlich 2 Prozentpunkte während einer Dauer von fünf Jahren

Maximal-Haushaltskosten:

Grundsätzlich 3,912 Mio. ECU, davon 0 Mio. ECU, die aufgrund dieser Entscheidung im Haushalt zu verbuchen sind. Die Kredite werden aus den regionalen Zuteilungen in Übereinstimmung mit den Koordinationsverfahren der Strukturfonds zur Verfügung gestellt (ABL. Nr. C 59 vom 06.03.1992).

VIII ZUSTIMMUNG DES RATES:

Die Kommission bittet den Rat um Zustimmung zu diesem Beschluß.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

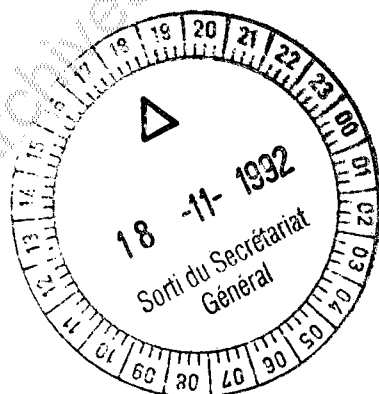
SEC(92) 2153 final

Brussels, 18 November 1992

RESTRICTED

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE COUNCIL

Request for assent, pursuant to Article 56, 2a) of the ECSC Treaty, to the granting of conversion loan No 607



COMMUNICATION TO THE COUNCIL

Subject: Request for assent, pursuant to Article 56, 2a) of the ECSC Treaty, to the granting of conversion loan No 607

I. COMPANY

Applicant : Peugeot S.A. France, on behalf of two EEIG's mentioned below.

Registered Office : 75 avenue de la Grande Armée
75116 PARIS

Parent company :

Beneficiary : Two European Economic Interest Groups (EEIGs), one real estate and the other industrial equipment, both controlled equally by FIAT and PSA. These two EEIGs will take responsibility for all the required investments in the project. The ultimate beneficiary (who will undertake actual production of the vehicles on completion of the project) is Sevelnord (Société européenne de véhicules légers du Nord, 75 avenue de la Grande Armée, 75116 Paris) which is also a subsidiary company of both FIAT and PSA, which have equal share ownership.

Field of activity of the beneficiary : Production and distribution of motor vehicles.

II. THE PROJECT

Description : Construction of a factory for the production of new lightweight vehicles. The investment covers the fixed capital and equipment needed for the mass production of these vehicles. The factory will be built using existing facilities (land and buildings) on the site at Valenciennes-Hourdain brought in by Peugeot motors for Sevelnord.

<u>Cost</u> (Mio FF)	:	1992-1994	Total 90-98
Buildings)		1,051	1,294
Plant and machinery		3,730	4,866
Other			
		-----	-----
Total		4,781	6,160

(approximately ECU 686.695 million for 1992-1994, approximately ECU 884.761 million over the whole period)

Schedule : 1992 - 1994 as regards capital for the loan.

III. COMPLIANCE WITH COMMUNITY POLICIES

Competition : Compliance with the competition rules has been checked

Sensitive sectors or sectors in crisis : The project does not affect such sectors.

Environment : Environmental protection measures comply with the Regulations in force.

IV. THE REGION

Location : Valenciennes, Hordain, département du Nord, région Nord-Pas-de-Calais

Unemployment rate : Département du Nord: 12.4%
(average 1988-1990) France: 9.2%

ECSC industry has been the main employer in the area.

V. COORDINATION WITH THE STRUCTURAL FUNDS

Region eligible for
ERDF assistance : Yes

Opinion of the CSF(*)
Monitoring Committee of
the region concerned : The CSF Monitoring Committee of Nord-Pas-de-Calais gave on 7 April 1992 a favourable opinion on this loan.

VI. CONFORMITY WITH ARTICLE 56(2)(a) OF THE ECSC TREATY

ECSC redundancies in : 43,156 (1978-1988)
project area

Jobs to be created : 2,935 during 1992 - 1994
by the project

Training : The company will provide adequate training (a budget of FF 180 million available to start the project).

The Commission considers that the application complies with Article 56(2)(a) of the ECSC Treaty and that the new jobs to be created by the project are capable of absorbing redundant ECSC workers into productive employment.

(*) Community Support Framework

VII. CONVERSION LOAN

- Loan applied for : 3,080 Mio FF
- Loan to be granted : The Commission has approved a loan of 2,390 million FF about ECU 343.276 million, (conversion date: February 1992) or equivalent to the above company
- Job basis of interest rebate : 1956
- Amount eligible for interest rebate : ECU 39.120 million
- Interest rebate : In principle 2 percentage points for five years
- Maximal Budgetary cost : In principle ECU 3.912 million, of which ECU 0 million is to be charged under this decision. Credits will be made available from the regional appropriations, in accordance with the coordination procedures with the Structural funds (OJ C 59 of 6.3.1992).

VIII. COUNCIL ASSENT

The Commission requests the Council to give its assent to the foregoing decision.

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

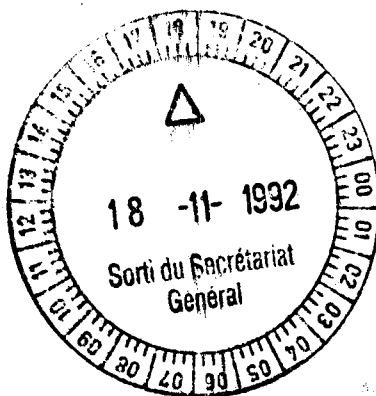
SEC(92) 2153 def.

Brussel, 18 november 1992

BEPERKTE VERSPREIDING

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN DE RAAD

Verzoek om instemming krachtens artikel 56, lid 2 a), van het EGKS-Verdrag, met de toekenning van omschakelingslening nr. 607.



MEDEDELING AAN DE RAAD

Betreft : Verzoek om instemming krachtens artikel 56, lid 2 a), van het EGKS-Verdrag, met de toekenning van omschakelingslening nr. 607.

I. ONDERNEMING

Aanvrager : Peugeot SA, France voor rekening van de twee Europese Economische Samenwerkingsverbanden (EESV) als hierna omschreven.

Zetel : 75, av. de la Grande Armée
75116 PARIS

Moedermaatschappij :

Begunstigde : Twee EESV's een voor immobiliën, de ander voor industrieel materieel, waarin de groepen Fiat en PSA gelijke belangen bezitten. Deze beide EESV's zullen alle investeringen die voor het project noodzakelijk zijn voor hun rekening nemen. De eindbegunstigde, die zich, wanneer het project beëindigd zal zijn, zal bezighouden met de produktie van de voertuigen is SEVELNORD (Société Européenne de Véhicules Légers du Nord, 75 avenue de la Grande Armée, 75166 Paris) eveneens een dochtermaatschappij waarin de groepen Fiat en PSA gelijke belangen bezitten.

Activiteiten van de eindbegunstigde

: Produktie en distributie van automobielen.

II. PROJECT

Beschrijving

: Bouw van een fabriek voor de produktie van nieuwe lichte voertuigen. De investeringen betreffen alle onroerend goed en industrieel materieel dat nodig is voor de serieproduktie van voertuigen. Voor de bouw van de fabriek zal worden uitgegaan van het bestaande complex (terrein en gebouwen) te Valenciennes-Hourdain, waarvoor de Société Automobiles Peugeot te SEVELNORD kapitaal heeft ingebracht.

Kosten (Mio FF)

	: 1992-1994	Totaal (1990-1998)
Gebouwen	1.051	1.294
Machines en installaties	3.730	4.866
Overige		
TOTAAL UKL	4.781	6.160

(Circa 686,695 miljoen ecu voor 1992-1994, circa 884,761 miljoen ecu voor de totale periode)

Investeringschema

: 1992-1994 voor de investeringen waarvoor de lening wordt aangevraagd.

III. OVEREENSTEMMING MET HET COMMUNAUTAIRE BELEID

Concurrentie

: De conformiteit met de concurrentieregels is gecontroleerd.

Gevoelige of noodlijdende
sectoren

: Het project betreft deze sectoren niet.

Milieu

: De milieubeschermingsmaatregelen zijn in overeenstemming met de huidige wetgeving.

IV. REGIO

Vestigingsplaats project : Valenciennes-Hourdain, département du Nord
Région Nord-Pas-de-Calais

Werkloosheidscijfer : Département du Nord : 12,4%
(gemiddelde 1988-1990) France : 9,2%

De kolen- en staalindustrie is in de regio steeds de voornaamste werkgever geweest.

V. COÖRDINATIE VAN DE STRUCTUURFONDSEN

Regio die in aanmerking
komt voor steun van het EFRO : Ja

Standpunt van het Toezichts-
comité voor het CB¹⁾ voor de
betrokken regio : Het Toezichtsc comité voor het CB voor Nord-
Pas-de-Calais heeft zich op 07.04.1992. voor
deze lening uitgesproken.

VI. OVEREENSTEMMING MET ARTIKEL 56, LID 2a) VAN HET EGKS-VERDRAG

Ontslagen werknemers in de
kolen- en staalsector in de
betrokken regio : 43.156 (1978-1988-

Aantal via het project
te scheppen arbeidsplaatsen : 2.935 in de periode 1992-1994

Opleiding : Het bedrijf zal zorgen voor passende
opleidingen (een bedrag van 180 miljoen FF
is uitgetrokken voor de startperiode).

De Commissie is van mening dat de aanvraag ontvankelijk is op grond van artikel 56, lid 2 a) van het EGKS-Verdrag en dat de nieuwe arbeidsplaatsen die via het project worden geschapen de mogelijkheid bieden om ontslagen werknemers uit de kolen- en staalsector opnieuw in te schakelen in het arbeidsproces.

1) Communautair Bestek

VII. OMSCHAKELINGSLENING

- Aangevraagde lening : 3.080 miljoen FF
- Toe te kennen lening : De Commissie heeft een lening aan bovengenoemde onderneming goedgekeurd van 2.390 Mio FF (ongeveer 343,276 Mio ecu in februari 1992) of de tegenwaarde daarvan.
- Aantal arbeidsplaatsen waarop de rentevermindering is gebaseerd : 1956
- Bedrag waarvoor een rentevermindering kan worden toegekend: 39,120 Mio ecu
- Rentevermindering : In principe 2% gedurende vijf jaar.
- Maximale begrotingskosten : In principe 3,912 mln ecu, waarvan 0 mln ecu op grond van dit besluit tot toekenning van de lening. Kredieten zullen beschikbaar worden gesteld uitgaande van het regiobudget en in overeenstemming met de coördinatieprocedures die gelden voor de Structuurfondsen (P.B. C59 van 06.03.92).

VIII. TOESTEMMING VAN DE RAAD

De Commissie verzoekt de Raad in te stemmen met de bovenstaande beslissing.

COMMISSIONE DELLE COMUNITA EUROPEE

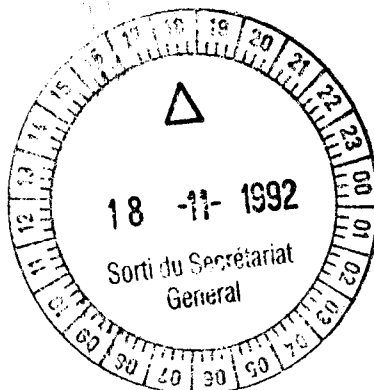
SEC(92) 2153 def.

Bruxelles, 18 novembre 1992

RISERVATO

COMUNICAZIONE DELLA COMMISSIONE AL CONSIGLIO

Richiesta di parere conforme, ai sensi dell'articolo 56,2 a) del Trattato CECA, per la concessione di un prestito di riconversione N. 607.



COMUNICAZIONE AL CONSIGLIO

Oggetto: Richiesta di parere conforme, ai sensi dell'articolo 56,2 a) del Trattato CECA, per la concessione di un prestito di riconversione N. 607.

I. LA SOCIETÀ

=====

Richiedente : Peugeot S.A., Francia, per conto dei due GEIE sotto indicati

Sede : 75 Avenue de la Grande Armée
75116 PARIS

Società madre :

Beneficiario : due Gruppi europei d'interesse economico (GEIE), uno per il settore immobiliare, l'altro per il materiale industriale, di proprietà paritaria dei gruppi FIAT e PSA. Tutti gli investimenti necessari nel quadro del progetto saranno a carico di questi due GEIE. Il beneficiario finale (che provvederà alla produzione dei veicoli a progetto ultimato) è la ditta SEVELNORD (Société européenne de Véhicules légers du Nord, 75 avenue de la Grande Armée, 75116 Paris), un'altra filiale di proprietà paritaria dei gruppi FIAT e PSA.

Settore d'attività del beneficiario finale : Produzione e distribuzione di autoveicoli.

II. IL PROGETTO

=====

Descrizione : Costruzione di uno stabilimento per la produzione di nuovi autoveicoli leggeri. Gli investimenti riguardano l'insieme dei mezzi immobiliari e industriali necessari per la produzione in serie degli autoveicoli. Lo stabilimento verrà costruito nell'ambito del complesso esistente (terreni e fabbricati) in località Valenciennes-Hourdain, che è stato conferito dalla Société Automobiles Peugeot alla Sevelnord.

Costo (in Mio di FF) :	1992-1994	Totale (1990-98)

: Fabbricati	1051	1294
: Macchine e impianti	3730	4866
	-----	-----
: Totale	4781	6160

(circa 686,695 Mio di ECU per il 1992-1994 e circa 884,761 Mio di ECU per l'intero periodo).

Calendario : 1992 - 1994 per gli investimenti finanziati con il prestito

III. RISPETTO DELLE POLITICHE COMUNITARIE

=====

Concorrenza : è stata accertata la conformità con le norme di concorrenza

Settori sensibili o in crisi : il progetto non riguarda questi settori

Aspetti ambientali : misure di protezione dell'ambiente in conformità con la normativa in vigore.

IV. LA REGIONE

=====

Ubicazione : Valenciennes-Hourdain, département du Nord,
Région Nord-Pas-de-Calais

Tasso di disoccupazione
(media 1988-1990) : Département du Nord 12,4%
France 9,2%

L'industria CECA è stata la più importante fonte di occupazione nella regione.

V. COORDINAMENTO CON I FONDI STRUTTURALI

Ammissibilità all'
intervento del FESR : si

Parere del comitato di
sorveglianza del QCS¹⁾
della regione
interessata : il comitato di sorveglianza del QCS del Nord
Pas de Calais ha emesso in data 7.04.1992.
parere favorevole alla concessione del prestito
in oggetto.

VI. CONFORMITÀ CON L'ARTICOLO 56, 2, a) DEL TRATTATO CECA

=====

Lavoratori CECA resi : 43.156 (1978-1988)
disponibili nella regione
interessata dal progetto

Posti di lavoro da : 2.935 durante il periodo 1992-1994.
creare col progetto

Formazione : Una formazione idonea sarà impartita
dall'impresa (é prevista una dotazione iniziale
di 180 Mio di FF).

La Commissione ritiene che la domanda sia conforme al disposto dell'articolo 56, 2 a) del trattato CECA e che i posti di lavoro creati dal progetto sono in grado di assicurare il reimpiego produttivo della manodopera CECA resasi disponibile.

1) Quadro comunitario di sostegno

VII. PRESTITO DI RICONVERSIONE

=====

Prestito richiesto : 3080 Mio FF

Prestito da concedere : La Commissione ha approvato la concessione di un prestito di 2390 Mio de FF (+/- 343,276 Mio di ECU, data della conversione: febbraio 1992), o equivalente, alla società suddetta.

Numero di posti di lavoro sul quale si basa l'abbuono : 1956

Importo su cui può essere concesso l'abbuono di interessi : 39,120 Mio di Ecu

Abbuono di interessi : di norma 2 punti per 5 anni

Costo massimo a carico del bilancio : di norma 3,912 Mio di ECU, di cui 0 Mio di ECU imputabili alla presente decisione. I crediti saranno messi a disposizione a partire dalle dotazioni regionali, conformemente alle procedure di coordinamento con i fondi strutturali (GU C 59 del 6.3.1992).

VIII. PARERE CONFORME DEL CONSIGLIO

=====

La Commissione invita il Consiglio ad esprimere parere conforme in merito alla decisione di cui sopra.

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

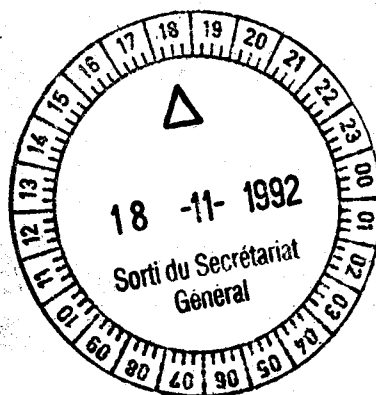
SEK(92) 2153 endelig udg.

Bruxelles, den 18. november 1992

FORTROLIGT

MEDDELELSE FRA KOMMISSIONEN TIL RADET

Anmodning om samstemmende udtalelse i medfør af EKSF-Traktatens art. 56, stk.2, litra a) vedrørende ydelse af omstillingslån nr. 607



MEDDELELSE TIL RÅDET

Vedrørende : Anmodning om samstemmende udtalelse i medfør af EKSF-Traktatens art. 56, stk.2, litra a) vedrørende ydelse af omstillingslån nr. 607

I. VIRKSOMHEDEN

Ansøger : Peugeot S.A., Frankrig, for regning
nedennævnte to EØFG.

Administrativt hovedsæde : 75, av. de la Grande Armée
75116 PARIS

Moderselskab :

Modtager : To europæiske økonomiske firmagrupper (EØFG), den ene for fast ejendom og den anden for industriudstyr, hvori FIAT- og PSA-grupperne indgår på lige fod. De to EØFG foretager alle for projektet fornødne investeringer. Den endelige modtager (som står for bilfremstillingen, når projektet er fuldført) er SEVELNORD (Société européenne de Véhicules Légers du Nord, 75 Ave. de la Grande Armée, 75116 Paris), der også er et datterselskab, som FIAT- og PSA-grupperne har lige andele i.

Arten af modtagerens virksomhed

: Fabrikation og distribution af automobiler.

II. PROJEKTET

Beskrivelse

: Opførelse af en fabrik til fremstilling af nye, lette køretøjer. Investeringerne vedrører al fast ejendom og industrielt udstyr, som kræves ved seriefremstilling af sådanne køretøjer. Fabrikken opføres for en dels vedkommende ud fra det bestående anlæg (jord og bygninger) på grunden i Valenciennes-Hourdain, som Société Automobiles Peugeot i Sevelnord har indskudt kapital i.

Omkostninger (i mio. FF)

	1992-1994	I alt 1990-1998
Bygninger	1.051	1.294
Udstyr og maskiner	3.730	4.866
Andet		
I ALT	4.781	6.160
(ca. 686,695 mio. ECU i 1992-1994)		
(ca. 884,761 mio. ECU i hele perioden)		

Tidsplan

: 1992-1994 med hensyn til de investeringer, som lånet er beregnet til.

III. FORENELIGHED MED FÆLLESSKABSPOLITIK

Konkurrence

: Foreneligheden med konkurrencereglerne er blevet kontrolleret.

Følsomme sektorer eller kriseramte sektorer

: Projektet vedrører ikke sådanne sektorer.

Miljø

: Miljøbeskyttelsesforanstaltningerne er i overensstemmelse med de gældende forordninger.

IV. REGIONEN

Beliggenhed : Valenciennes-Hourdain, département du Nord,
Région Nord Pas-de-Calais

Arbejdsløshed : Département du Nord 12,4%
(gnsn. 1988-1990) France 9,2%

EKSF-industrien har været regionens vigtigste arbejdsgiver.

V. SAMORDNING MED STRUKTURFONDENE

Områdets status med hensyn
til tildeling af EFRU-støtte : Ja

Udalelse fra FSR(*)-tilsynsud-
valget for vedkommende
region : Tilsynsudvalget for fællesskabsstøtterammen
for Nord-Pas-de-Calais afgav den 07.04.1992
positiv udtalelse om dette lån.

VI. OVERENSSTEMMELSE MED EKSF-TRAKTATENS ART. 56, stk.2, litra a)

Ledigblevne arbejdstagere
fra EKSF-industrien i
projektområdet : 43.156 (1978-1988)

Nyoprettede arbejdspladser
som følge af projektet : 2.935 i løbet af perioden 1992-1994

Uddannelse : Virksomheden sørger for passende uddannelse
(der afsat et budget på 180 mio. FF i
indkøringsperioden).

Efter Kommissionens opfattelse er ansøgningen i overensstemmelse med EKSF-Traktatens art.56, stk. 2, litra a), og de nye arbejdspladser, der oprettes som følge af projektet, vil kunne sikre produktiv genbeskæftigelse af ledigblevne arbejdstagere fra EKSF-industrien.

(*) Fællesskabsstøtterammen

VII. OMSTILLINGSLÅN

Lån, hvorom der ansøges : 3.080 Mio FF

Bevilget lån : Kommissionen har godkendt et lån på 2390 Mio FF (ca. 343,276 Mio ECU - omregningsdato : 02/1992) eller dertil svarende til ovenstående firma.

Antal arbejdspladser, der ligger til grund for rentenedsættelsen : 1956

Beløb, som der kan ydes rentenedsættelse for : 39,120 mio. ECU

Rentenedsættelse : Principielt 2 procentpoints om året i fem år.

Maksimale budgetomkostninger : Principielt 3,912 Mio ECU, hvoraf denne afgørelse vedrører 0 Mio ECU. Midler vil blive tilvejebragt fra de regionale bevillinger, i overensstemmelse med retningslinjerne for koordination med strukturfondene (EFT nr C 59 af 6.3.1992).

VIII. SAMSTEMMENDE UDTALELSE FRA RÅDET

Kommissionen anmoder Rådet om at afgive samstemmende udtalelse vedrørende ovennævnte afgørelse.

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

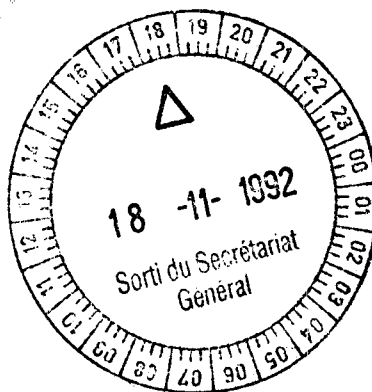
ΣΕΚ(92) 2153 τελικό

Βρυξέλλες, 18 Νοεμβρίου 1992

ΠΕΡΙΟΡΙΣΜΕΝΗ ΧΡΗΣΗ

ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΗ ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Αίτηση για τη διατύπωση σύμφωνης γνώμης, δυνάμει των διατάξεων του άρθρου 56, 2α) της Συνθήκης ΕΚΑΧ, για τη χορήγηση δανείου μετατροπής αριθ. 607.



ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΗΣ ΠΡΟΣ ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Θέμα : Αίτηση για τη διατύπωση σύμφωνης γνώμης, δυνάμει των διατάξεων του άρθρου 56, 2α) της Συνθήκης ΕΚΑΧ, για τη χορήγηση δανείου μετατροπής αριθ. 607.

I. Η ΕΤΑΙΡΙΑ

Αιτών : Peugeot A.E., Γαλλία για λογαριασμό των δύο προαναφερθέντων ΕΟΥΟΣ

Έδρα : 75, Avenue de la Grande Armée 75116 PARIS

Μητρική εταιρία :

Δανειοδοτούμενος : Δύο Ευρωπαϊκοί Όμιλοι Υποστήριξης Οικονομικών Συμφερόντων (ΕΟΥΟΣ), ο ένας για τον πάγιο εξοπλισμό και ο άλλος για το βιομηχανικό υλικό, στους οποίους μετέχουν εξίσου οι Όμιλοι FIAT και PSA. Οι δύο αυτοί Όμιλοι θα αναλάβουν το σύνολο των επενδύσεων που απαιτούνται για το σχέδιο. Ο τελικός δικαιούχος (ο οποίος θα εξασφαλίσει την παραγωγή των οχημάτων όταν περατωθεί το σχέδιο) είναι η SEVELNORD (Ευρωπαϊκή Εταιρία Ελαφρών Οχημάτων του Βορρά, 75 Avenue de la Grande Armée, 75116 Παρίσι) η οποία είναι επίσης θυγατρική εταιρία που ανήκει εξίσου στους ομίλους FIAT και PSA.

Τομέας δραστηριό-
τας του δανειοδο-
τουμένου

: Παραγωγή και διανομή αυτοκινήτων.

II. ΤΟ ΣΧΕΔΙΟ

Περιγραφή

: Κατασκευή ενός εργοστασίου για την παραγωγή νέων ελαφρών οχημάτων. Οι επενδύσεις αφορούν το σύνολο του παγίου και βιομηχανικού εξοπλισμού που απαιτούνται για τη βιομηχανική παραγωγή των οχημάτων αυτών. Το εργοστάσιο θα κατασκευαστεί στην τοποθεσία Valanciennes-Hourdain, χρησιμοποιώντας ένα μέρος του υπάρχοντος συνόλου (οικόπεδα και κτίσματα) και αποτελεί συνεισφορά της εταιρίας αυτοκινήτων Peugeot στην Sevelnord.

Κόστος (σε εκατ. Γαλ. Φράγκα)

	1992-1994	Σύνολο ('90-98)
Κτίρια)	1051	1294
Εγκαταστάσεις και μηχανήματα	3730	4866
Λοιπά)		
Σύνολο	4781	6160
(686,695 εκατ. Ecu περίπου για την περίοδο 1992-1994, 884,761 εκατ. Ecu περίπου για ολόκληρη την περίοδο)		

Χρονοδιάγραμμα : 1992-1994 όσον αφορά τις επενδύσεις που εγκρίθηκαν για το δάνειο.

III. ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΩΝ ΚΟΙΝΟΤΙΚΩΝ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ

Ανταγωνισμός : Ελέγχεται η τήρηση των κανόνων του ανταγωνισμού.

Ευαίσθητος ή σε κρίση τομέας : Το σχέδιο δεν αφορά αυτούς τους τομείς.

Περιβάλλον : Μέτρα προστασίας του περιβάλλοντος σύμφωνα με τους ισχύοντες κανονισμούς.

IV. Η ΠΕΡΙΟΧΗ

Τόπος εγκατάστασης : Valenciennes-Hourdain, Département du Nord
Région Nord Pas-de-Calais

Ποσοστό ανεργίας : Département du Nord 12,4 %
(μέσος όρος 1988-90) : France 9,2 %

Η βιομηχανία άνθρακα και χάλυβα ήταν η κυριότερη πηγή απασχολήσεως στην περιοχή.

V. ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΣ ΜΕ ΤΑ ΔΙΑΡΘΡΩΤΙΚΑ ΤΑΜΕΙΑ

Περιφέρεια επιλέξιμη
για παρέμβαση του ΕΤΠΑ: ναι

Γνώμη της Επιτροπής Παρα-
κολούθησης του (ΚΠΣ) (*)

της εν λόγω περιφέρειας: Η Επιτροπή Παρακολούθησης του ΚΠΣ της Nord-Pas-de-Calais εξέφρασε στις 7.04.1992 θετική γνώμη για το δάνειο αυτό.

VI. ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΕ ΤΟ ΑΡΘΡΟ 56.2α) ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΕΚΑΧ

Εργαζόμενοι ΕΚΑΧ που
κατέστησαν διαθέσιμοι
στην περιοχή του σχεδίου : 43156 (1978-1988)

θέσεις εργασίας που
δημιουργούνται από
το σχέδιο : 2935 στη διάρκεια της περιόδου 1992-1994

Επαγγελματική κατάρτιση :
Η επιχείριση αναλαμβάνει την προσήκουσα κατάρτιση (προβλέπεται προϋπολογισμός ύψους 180 εκατ. Γαλλικών φράγκων για την περίοδο εκκίνησης).

Η Επιτροπή εκτιμά ότι η αίτηση είναι σύμφωνη με τις προϋποθέσεις του άρθρου 56,2α) της Συνθήκης ΕΚΑΧ και ότι οι νέες θέσεις απασχολήσεως που θα δημιουργηθούν από το σχέδιο είναι δυνατόν να εξασφαλίσουν την παραγωγική επανασχόληση του εργατικού δυναμικού ΕΚΑΧ που κατέσται διαθέσιμο.

(*) Κοινοτικό Πλαίσιο Στήριξης

VII. ΔΑΝΕΙΟ ΜΕΤΑΤΡΟΠΗΣ

Αιτούμενο δάνειο : 3080 εκατ. FF

Χορηγούμενο δάνειο : Η Επιτροπή ενέκρινε δάνειο ύψους 2390 εκατ. FF ($\pm$ 343,276 εκατ. ENM) ή ισοδύναμου ποσού στην προαναφερθείσα εταιρία (ημερομηνία μετατροπής : 02.1992).

Βάσει του οποίου

υπολογίζεται η

επιδότηση του επιτοκίου : 1956

Επιλέξιμο ποσό

για τη χορήγηση

επιδότησης επιτοκίου : 39,120 εκατ. ENM

Επιδότηση επιτοκίου : κανονικά 2 μονάδες επί 5 χρόνια.

Μέγιστο ύψος

προϋπολογισμού

: κανονικά 3,912 εκατ. ENM από τα οποία 0 εκατ. ENM καταλογίζονται στην παρούσα απόφαση. Οι πιστώσεις θα διατεθούν από τα κονδύλια των περιφερειών, σύμφωνα με τις διαδικασίες συντονισμού με τα Διαρθρωτικά Ταμεία (Ε.Ε. C 59 της 6.3.1992).

VIII. ΣΥΜΦΩΝΗ ΓΝΩΜΗ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

Η Επιτροπή ζητά τη σύμφωνη γνώμη του Συμβουλίου για την απόφαση αυτή.

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

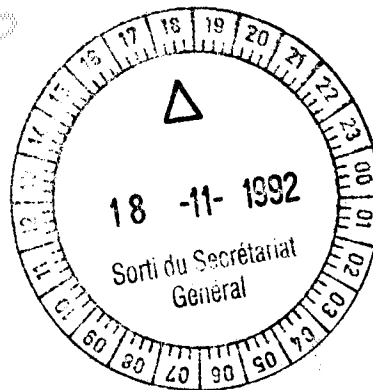
SEC(92)2153 final

Bruselas, 18 de noviembre de 1992

RESTRINGIDO

COMUNICACION DE LA COMISION AL CONSEJO

Solicitud de dictamen favorable para la concesión del préstamo de reconversión nº 607, con arreglo a las disposiciones de la letra a) del apartado 2 del artículo 56 del Tratado CECA.



DOCUMENTO INTERNO

COMUNICACIÓN AL CONSEJO

Asunto: Solicitud de dictamen favorable para la concesión del préstamo de reconversión nº 607, con arreglo a las disposiciones de la letra a) del apartado 2 del artículo 56 del Tratado CECA.

I. LA SOCIEDAD

Solicitante: Peugeot S.A., Francia, por cuenta de los dos GEIE que se indican a continuación.

Domicilio social: 75, Avenue de la Grande Armée
75116 Paris

Sociedad central:

Beneficiario: Dos Grupos Europeos de Interés Económico (GEIE), uno del sector inmobiliario y otro del de material industrial, copropiedad a partes iguales de los grupos FIAT y PSA. Estos dos GEIE se haran cargo de todas las inversiones necesarias para el proyecto. El beneficiario final (que garantizara la producción de los vehículos cuando concluya el proyecto) es SEVELNORD (Société Européenne de Véhicules Légers du Nord, 75 Av. de la Grande Armée, 75116 Paris), asimismo filial a partes iguales de los grupos FIAT y PSA.

Campo de actividad

del beneficiario final: Producción y distribución de vehículos de motor.

II. EL PROYECTO

Descripción: Construcción de una fábrica para la producción de nuevos vehículos ligeros. Las inversiones se destinarán al conjunto de los bienes inmobiliarios e industriales necesarios para la producción en serie de esos vehículos. La fábrica se construirá a partir del complejo de instalaciones (edificios y terrenos) existente en la localidad de Valenciennes-Hourdain, que constituye una aportación de la Société Automobiles Peugeot a Sevelnord.

<u>Coste</u> (en millones de FF):	1992-1994	Total (90-98)
	-----	-----
Edificios)	1051	1294
Instalaciones y maquinaria	3730	4866
Otros	----	----
Total	4781	6160

(aproximadamente 686,695 millones de ecus para 1992-1994 y alrededor de 884,761 millones de ecus para toda la duración del proyecto).

Calendario: 1992-1994 para las inversiones contempladas en el préstamo.

III. CUMPLIMIENTO DE LAS POLÍTICAS COMUNITARIAS

Competencia: Se ha comprobado el cumplimiento de las normas de competencia.

Sectores sensibles o en crisis: El proyecto no cubre estos sectores.

Medio ambiente: Las medidas de protección del medio ambiente se ajustan a los reglamentos en vigor.

IV. LA REGIÓN

Localización: Valenciennes-Hourdain, departement du Nord, Région Pas-de-Calais

Índice de desempleo
(media de 1988-1990):

Departement du Nord	12,4%
Francia	9,2%

La industria CECA ha sido la principal fuente de empleo en la region.

V. COORDINACION CON LOS FONDOS ESTRUCTURALES

Región que puede optar
a la ayuda del FEDER: sí

Dictamen del Comité de
seguimiento del MCA¹⁾
de la region

El Comité de seguimiento del MCA de Nord Pas-de-Calais emitio un dictamen favorable sobre este préstamo el dia 07.04.1992.

VI. CONCORDANCIA CON LA LETRA a) DEL APARTADO 2 DEL ARTÍCULO 56 DEL TRATADO CECA

Trabajadores CECA
en paro en la
región a la que se
refiere el proyecto: 43.156 (1978-1988).

Puestos de trabajo que
creara el proyecto 2.935 durante el periodo de 1992-1994

Formación: La empresa impartirá una formación adecuada (se prevé un presupuesto de 180 millones de FF durante el periodo de iniciacion).

La Comisión considera que la solicitud cumple las condiciones de la letra a) del apartado 2 del artículo 56 del Tratado CECA y que los nuevos puestos de trabajo creados por el proyecto pueden garantizar un empleo a la mano de obra CECA en paro.

1) Marco comunitario de apoyo

VII. PRÉSTAMO DE RECONVERSIÓN

<u>Préstamo solicitado:</u>	3080 millones de FF
<u>Préstamo que se concederá:</u>	La Comisión aprobó un préstamo de 2390 millones de FF (+/- 343,276 millones de ecus, fecha de conversión: febrero de 1992) o equivalente, para la empresa anteriormente mencionada.
<u>Número de puestos de trabajo que sirven de base a la bonificación:</u>	1956
<u>Importe por el que se puede conceder la bonificación de interés:</u>	39,120 millones de ecus
<u>Bonificación de interés:</u>	En principio 2 puntos durante 5 años
<u>Coste presupuestario máximo :</u>	En principio 3,912 millones de ecus, de los que 0 imputables a la presente Decisión. Los créditos estarán disponibles a partir de los montantes regionales, de acuerdo con los procedimientos de coordinación con los Fondos estructurales (DO C n° 59 de 6.3.1992).

VIII. DICTAMEN FAVORABLE DEL CONSEJO

La Comisión solicita el dictamen favorable del Consejo sobre esta Decisión.

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

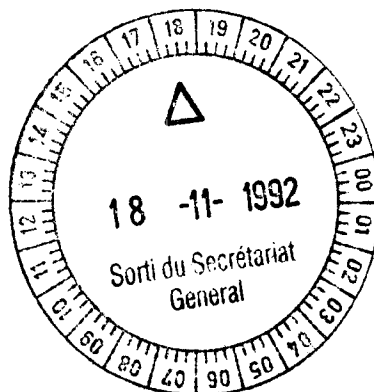
SEC(92) 2153 final

Bruxelas, 18 de Novembro de 1992

RESTRITO

COMUNICAÇÃO DA COMISSÃO AO CONSELHO

Pedido de parecer favorável, relativo à concessão do empréstimo para a reconversão nº 607, nos termos do nº 2, alínea a), do artigo 56º do Tratado CECA.



DOCUMENTO INTERNO

COMUNICAÇÃO AO CONSELHO

Assunto: Pedido de parecer favorável, relativo à concessão do empréstimo para a reconversão nº 607, nos termos do nº 2, alínea a), do artigo 56º do Tratado CECA.

I. A SOCIEDADE

Autor do pedido : Peugeot S.A., França em nome das duas AEIE a seguir referidas

Sede : 75, av de la Grande Armée
75116 PARIS

Sociedade-mãe :

Beneficiário : Dois agrupamentos europeus de interesse económico (AEIE), um relativo ao sector imobiliário, outro relativo ao sector do material industrial, comparticipados em partes iguais pelos grupos FIAT e PSA. Estes dois AEIE tomarão a cargo o conjunto dos investimentos necessários ao projecto. O beneficiário final (que assegurará a produção dos veículos quando o projecto estiver terminado) é SEVELNORD (Société européenne de Véhicules légers du Nord, 75 Av. de la Grande Armée, 75116 Paris), também filial comparticipada em partes iguais pelos grupos FIAT e PSA.

Sector de actividade do beneficiário final : Produção e distribuição de veículos automóveis

II. O PROJECTO

Descrição

: Construção de uma fábrica para a produção de novos veículos ligeiros. Os investimentos dizem respeito ao conjunto dos meios imobiliários e industriais necessários à produção em série desses veículos. A fábrica será construída a partir do conjunto existente (terrenos e edifícios) em Valenciennes-Hourdain, que foi objecto de uma contribuição da Société Automobile Peugeot em Sevelnord.

Custo(em milhões de FF):

	1992-1994	Total (90-98)
	-----	-----
Edifícios)	1051	1294
Máquinas e Equipamento	3730	4866
Outros	-----	-----
Total	4781	6160

(cerca de 686,695 milhões de ecus para 1992-1994, cerca de 884,761 milhões de ecus para o conjunto do período)

Calendário

: 1992-1994 no que diz respeito aos investimentos previstos para o empréstimo.

III. CONFORMIDADE COM AS POLÍTICAS COMUNITÁRIAS

Concorrência

: Foi verificada a conformidade com as regras da concorrência.

Sectores sensíveis ou em crise

: O projecto não diz respeito a estes sectores.

Ambiente

: Medidas de protecção do ambiente conformes aos regulamentos em vigor

IV. A REGIÃO

Localização : Valenciennes-Hourdain, département du Nord,
Région Nord-Pas-de-Calais

Taxa de desemprego
(média 1988-90) : Département du Nord: 12,4 %
France 9,2 %

A indústria CECA constitui a principal fonte de emprego na região.

V. COORDENACÃO COM OS FUNDOS ESTRUTURAIS

Região elegível para
assistência FEDER : Sim

Parecer do Comité de
Acompanhamento do QCA(*)
para a região em causa : O Comité de Acompanhamento do QCA para
Nord-Pas-de-Calais emitiu em 07.04.1992 um
parecer favorável relativo ao presente
empréstimo.

VI. CONFORMIDADE COM O Nº 2, ALÍNEA a), do ARTIGO 56º DO TRATADO CECA

Trabalhadores CECA
dispensados na região
abrangida pelo projecto: 43156 (1978-1988)

Postos de trabalho a
criar pelo projecto : 2 935 no decurso do período de 1992-1994

Formação : Será dada formação adequada pela empresa
(esta previsto um orçamento de 180 milhões
de FF ao longo do período de arranque).

A Comissão considera que o pedido preenche as condições previstas
no nº 2, alínea a), do artigo 56º do Tratado CECA e que os novos
postos de trabalho criados pelo projecto podem assegurar o
reemprego produtivo da mão-de-obra CECA dispensada.

(*) Quadro Comunitario de Apoio

VII. EMPRÉSTIMO PARA RECONVERSÃO

Empréstimo solicitado : 3080 milhões de FF

Empréstimos a conceder : A Comissão aprovou um empréstimo de 2390 milhões de FF ($\pm$ 343,276 milhões de ecus; data de conversão: Fevereiro de 1992), ou equivalente, à empresa acima referida

Número de postos de trabalho em que se baseia a bonificação : 1956

Montante elegível para a concessão da bonificação de juros : 39,120 milhões de ecus

Bonificação de juros : em princípio 2 % durante cinco anos

Custo orçamental maximo : em princípio 3,912 milhões de ecus, dos quais 0 milhões de ecus a imputar a presente decisão. Os créditos serão postos à disposição a partir dos envelopes regionais, segundo os procedimentos de coordenação com os Fundos Estructurais (JO C 59 de 6.3.1992).

VII. PARECER FAVORÁVEL DO CONSELHO

A Comissão solicita o parecer favorável do Conselho sobre a presente decisão